ENSEMBLE, AIMONS NOTRE VILLE

28 sièges
Majorité

Jacques **J.P. Martin,** maire et les élus

L'État, avec Bercy, poursuit son « pillage » des finances des collectivités, sans mesurer son effet destructeur sur les services à la population.

Alors que notre pays traverse une période de troubles politiques graves, avec une absence de majorité parlementaire et de grandes difficultés à installer un gouvernement stable, nos villes peuvent et doivent incarner la stabilité dont nos concitoyens ont tant besoin.

Garantes de la continuité du service public et des libertés locales, incarnation du lien social dans une société de plus en plus fracturée, moteurs de la vitalité démocratique de nos institutions, remparts efficaces face aux crises économiques et sanitaires, **nos villes constituent l'avant-garde de la République.**

La situation d'urgence nationale dans laquelle nous nous trouvons devrait appeler l'exécutif et le législatif à les renforcer dans leurs libertés, leurs responsabilités et leurs capacités à agir efficacement au service de leurs administrés. Force est malheureusement de constater qu'il n'en est rien. Au contraire ! Le ministère des Finances semble s'obstiner à imposer aux collectivités locales une nouvelle baisse de leurs moyens financiers.

Dans un communiqué du 23 juillet, l'Association des Maires de France (AMF) déclarait que l**es technocrates n'ont toujours rien compris.** Nous ne pouvons que souscrire à cette analyse…

Comment l'État peut-il sérieusement tenir pour responsables de la dégradation des comptes publics des collectivités locales qui doivent présenter obligatoirement un budget à l'équilibre et dont leur dette, uniquement fléchée sur de l'investissement, est stable depuis plusieurs décennies ?

Sur Nogent, et malgré des contraintes économiques et financières très lourdes qui se traduisent par une perte de recettes cumulée de près de 25 millions d'euros en 10 ans, **nous avons fait le choix de ne pas augmenter la fiscalité locale.** Un choix que nous maintenons depuis près d'une décennie ! Quant à notre dette, celle-ci est bien inférieure à celle des villes de la même strate. Et l'État vient nous donner des leçons ?! Il devrait plutôt s'inspirer de notre gestion.

Il ne faut donc pas tomber dans le piège. Ne laissons pas l'exécutif détourner l'attention de l'opinion de sa propre responsabilité dans la dégradation des comptes publics et de son incapacité à compenser la fiscalité qu'il a nationalisé. Continuons à œuvrer ensemble pour défendre les libertés et la démocratie locales, et à faire vivre les services publics de proximité dont nous avons tant besoin. C'est tout le sens de notre action.

Le maire et les élus
du groupe « Ensemble aimons notre ville »